

DÉBATS AUTOUR DU MONDE

## Bienvenue dans le « vieux » monde des monstres froids

GÉOPOLITIQUE Il y a un sacré contraste entre la rhétorique un peu creuse de Joe Biden sur la coopération comme moyen de gérer les fureurs du monde et ses récentes actions en Asie, menées de manière unilatérale, sans courtoisie élémentaire pour ses alliés. Le moment géopolitique actuel, très trumpien, consacre la fin de la naïveté post-1989 sur l'émergence d'un ordre libéral introuvable. La France, bousculée par le choc des monstres froids chinois et américain, doit réfléchir sans se hâter à ce retour brutal à la realpolitik.

LAURE MANDEVILLE

Dans son discours à l'ONU, ce 21 septembre, Joe Biden n'a cessé de parler « *reconstruction des alliances* » et « *revitalisation des partenariats* » pour définir sa méthode internationale. Mais pour les Français et bien des Européens, comment ne pas voir le contraste entre cette rhétorique insistante sur la nécessité de la coopération et les récentes actions unilatérales de l'Amérique en Afghanistan et dans l'Indo-Pacifique ? Derrière les belles paroles un peu creuses prononcées par Joe Biden, le message brutal envoyé par les États-Unis est clair. Quand il s'agit de l'intérêt national américain - ici pour orchestrer le retrait afghan sans consultation préalable, là pour mettre en place l'alliance tripartite Aukus avec les Australiens et les Britanniques au risque de marginaliser la France, les alliés d'Europe deviennent quantité négligeable. Comme s'ils étaient hors champ. N'en déplaise au président Biden, on est dans le sillage de Trump. C'est « l'Amérique d'abord ». Bien que la Chine ne soit pas citée une seule fois dans le discours de l'ONU, l'obsession chinoise des Américains avale tout le reste. C'est le retour des batailles de nations et des monstres froids. Faut-il s'en étonner ? Pas du tout, a réagi l'ancien ministre des Affaires étrangères français Hubert Védrine, lors des Conversations Tocqueville de Normandie, coorganisées par *Le Figaro* et la Fondation Tocqueville, le week-end dernier. « *C'est la fin de la naïveté occidentale post-1989, et des croisades interventionnistes américaines* », a-t-il dit, saluant le retrait d'Afghanistan et disant comprendre la volonté de Biden

de contenir la montée en puissance de l'État communiste totalitaire chinois. « *Il faut redonner sa grandeur au réalisme* », a confirmé Mary Kissel, ex-conseillère du secrétaire d'État de Trump, Mike Pompeo, lors du même panel. Mais tous deux ont vertement critiqué l'absence de consultation avec Paris. « *Je ne suis pas un ennemi de la realpolitik, mais les États-Unis doivent construire une relation de confiance avec leurs alliés, ce lien a été détruit avec la France* », a réagi Védrine. « *C'est une faute professionnelle* », a renchéri Kissel, s'interrogeant toutefois « *sur ce qui met la France vraiment en colère : la rupture de l'accord d'achat de sous-marins ou la stratégie sur la Chine ?* ». La question est importante, si l'on veut comprendre le comportement de pachyderme géopolitique de Washington écrasant tout sur son passage, même ses amis. Car si la France s'est sentie poignardée dans le dos, l'Administration Biden n'a pas apprécié la manière dont les Européens se sont hâtés de signer un accord de coopération avec Pékin, alors même que la nouvelle équipe américaine leur demandait de surseoir à leur décision. « *On a payé l'impression d'ambiguïté qu'on a peut-être donnée dans notre politique sur la Chine* », reconnaît Michel Duclos, ex-diplomate et chercheur à l'Institut Montaigne. Une situation « *d'autant plus paradoxale, que les Français étaient très réservés sur l'accord avec la Chine dont l'Allemagne était le promoteur, et ont ensuite joué un rôle important pour créer un Conseil de surveillance des investissements chinois dans l'UE* », note-t-il.

Bien sûr, la colère française passera et l'ambassadeur de France Philippe Étienne, qui avait été rappelé à Paris - une première dans l'histoire diplomatique des deux pays, rentrera bientôt à Washington. Les États-Unis ont d'ailleurs reconnu une « *erreur* » et promis de réfléchir à la possible coopération Europe-États-Unis dans l'Indo-Pacifique. Mais la France doit prendre le temps d'évaluer en profondeur ce que dit cette crise. Comment expliquer que les Américains fassent si peu de cas de l'allié français, le seul à avoir une capacité militaire substantielle, eux qui ne cessent de s'inquiéter d'une Europe désarmée ? La Rome américaine en déclin est-elle si absorbée d'elle-même qu'elle ne voit pas à quel point la bataille avec la Chine passe par le Vieux Continent ? La France, qui a pu se sentir isolée ces jours-ci, doit méditer sur sa relative solitude géopolitique, même en Europe. Mais l'Amérique, aussi, doit s'interroger. Car le cynisme des gouvernants déteint souvent sur les perceptions populaires. Selon un récent sondage de l'European Council for Foreign Relations, moins d'un citoyen allemand et français sur dix pense que leur pays dépend de la garantie de sécurité américaine. Et seulement 21 % des Européens voient les États-Unis comme un allié qui partage nos intérêts et nos valeurs. ■